

Service prévention des risques anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 13 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DMC Filterie (partie M2A)

rue de Pfastatt
68050 Mulhouse

Références : 26-168_LG/AR
Code AIOT : 0003015167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 janvier 2026 dans l'établissement DMC Filterie (partie M2A) implanté rue de Pfastatt - 68050 Mulhouse. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté préfectoral du 25 mai 2021 impose à Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) la mise en sécurité des parcelles suivantes (cf plan en Annexe), qui étaient comprises dans le périmètre de l'ancien site DMC :

- section HK n° 4, 5, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23,
- section HI n° 12, 17, 32, 33, 81, 82
- section LD n° 4, 5, 92, 97.

L'objectif de la présente inspection est la vérification de la mise en sécurité et de la réhabilitation des parcelles n° 14 et 18 section HK, pour lesquelles l'aménageur a transmis les éléments justifiant de la compatibilité avec l'usage. En annexe, sont joints un plan cadastral et les informations relatives à ces parcelles.

En ce qui concerne les autres parcelles listées plus haut, l'Inspection est dans l'attente de la transmission des éléments permettant de justifier de la compatibilité avec l'usage actuel, afin qu'un procès-verbal de récolement puisse aussi être établi.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMC Filterie (partie M2A)
- rue de Pfastatt 68050 Mulhouse
- Code AIOT : 0003015167
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Dollfus Mieg et Cie (DMC) a exploité, sur le site de la rue de Pfastatt à Mulhouse, des ateliers de teinture de fils et des installations de combustion. Elle y a été autorisée par les arrêtés préfectoraux du 23 décembre 1976 et du 20 octobre 1995. En 2007, la société DMC a recentré ses activités sur une partie des parcelles initialement exploitées (site toujours en exploitation, par une autre société qui est DMC Creative World) et a par conséquent initié une procédure de cessation d'activité pour les terrains qu'elle libérait. Certaines parcelles, objet de la cessation d'activité, ont été vendues en 2007 à la Société d'Équipement de la Région Mulhouse - SERM (devenue Citivia) puis acquises par la M2A. En 2009, la société DMC a été placée en liquidation judiciaire. La procédure de cessation d'activité n'a pas été menée à son terme par l'exploitant.

Le bâtiment 57, situé sur les parcelles section HK n° 14 et 18, abritait à l'origine un atelier de blanchiment, démantelé en 1904, puis il aurait ensuite été utilisé pour le stockage de filés et de produits de négoce.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	Sans objet
3	Réhabilitation du site - compatibilité à l'usage futur	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que le bâtiment 57 (parcelles n° 14 et 18 section HK) est occupé par une salle d'escalade. Citivia (aménageur) et M2A (propriétaire) ont justifié de la compatibilité de ces parcelles avec l'usage tertiaire (voir plan annexé au présent rapport).

L'inspection considère que les obligations en matière de réhabilitation ont été respectées sous réserve d'anomalies non visibles actuellement ou de désordres, non prévisibles aujourd'hui, liés à l'ancienne activité et qui se manifesteraient dans le futur. Les installations ne relèvent plus de la nomenclature des installations classées et le site relève donc désormais des pouvoirs de police du maire en matière de sécurité et de salubrité.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de travaux en référence à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, dans sa version antérieure au 1er juin 2022. Les parcelles concernées par ce procès-verbal sont celles présentées en annexe du présent rapport. Le présent procès-verbal de récolement est établi sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction et ne peut être assimilé à un quitus. En application de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent être imposées s'il apparaît que les mesures de gestion réalisées s'avèrent insuffisantes pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1 du Livre V du code de l'environnement.

Par ailleurs, il est rappelé que dès lors qu'un nouvel usage est projeté ou qu'un projet modifie le schéma conceptuel (c'est-à-dire la source de pollution, les voies de transfert et/ou les enjeux), une étude des sols et des mesures de gestion de la pollution des sols devront être réalisées par le porteur de projet afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et le projet envisagé (article R. 556-1-I du code de l'environnement).

L'inspection propose de classer le terrain d'emprise en secteur d'information sur les sols dans l'objectif de garder la mémoire des activités industrielles ayant été exercées, des pollutions résiduelles et des merlons de confinement des terres polluées.

Il est aussi rappelé qu'en vertu de l'article L. 514-20 du code de l'environnement et de l'article 1112-1 du code civil, lors de la vente des terrains, des obligations d'information de l'acheteur incombent au vendeur.

En ce qui concerne les autres parcelles faisant partie du périmètre de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2021, l'Inspection reste dans l'attente de la justification par la M2A de la compatibilité avec l'usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois pour les installations visées à l'article R.512-35.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société DMC a notifié la cessation d'activité d'une partie du site le 14 novembre 2007. Par la suite, la liquidation judiciaire de DMC a été prononcée le 18 février 2009. Le site a alors été scindé en 2 parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'une vendue à la SERM le 17 février 2007 (10 ha sur 17) ; • l'autre au groupe BKC. Il a créé et installé la société DMC Creative World SAS sur sa portion, celle-ci bénéficie des arrêtés d'autorisation de l'ancienne société Dollfus Mieg et Cie. <p>La SERM (désormais dénommée Citivia), dans son courrier du 17 octobre 2013, a exprimé son souhait d'achever la cessation d'activité et a transmis une nouvelle notification de cessation.</p> <p>Actuellement, les parcelles concernées par la cessation d'activité sont scindées en 3 parties dont l'une est de la propriété de Citivia, l'autre de Mulhouse Alsace Agglomération (M2A) et la troisième de la Ville de Mulhouse.</p>

Les parcelles section HK n° 14 et 18, objet de la présente inspection, sont de la propriété de la M2A.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le bâtiment 57 a été réhabilité et est actuellement occupé par une salle d'escalade.</p> <p>Lors de l'inspection, aucun produit dangereux ou déchets en lien avec les anciennes activités ICPE de l'ancien site DMC n'a été constaté.</p> <p>L'aménageur a indiqué que l'évacuation des produits dangereux et déchets et le démantèlement des outils de production avaient été réalisés par DMC (ancien exploitant) avant la vente des parcelles.</p> <p>Plusieurs diagnostics environnementaux ont été menés successivement par le bureau d'études Ginger Burgeap sur les parcelles n° 14 et 18 section HK :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étude environnementale Volet 1 : Synthèse des données environnementales et définition des investigations à réaliser- RSPNE01766-03 daté du 05 février 2013 • Diagnostic environnemental complémentaire du milieu souterrain - Bâtiment 57 -Quartier DMC - RSPNE07000-02 daté du 02 février 2018 • Diagnostic environnemental complémentaire du milieu souterrain - Bâtiment 57 - Quartier DMC Mulhouse (68) -RSSPCE12893-01 daté du 04 février 2022 • Diagnostic environnemental complémentaire du milieu souterrain - Gaz des sols, Air ambiant et Eau du robinet -RSSPCE13802-01 daté du 27 juillet 2022. <p>La synthèse des résultats de ces diagnostics est :</p> <p>> sols : sous la dalle du bâtiment, impacts en éléments métalliques supérieurs au bruit de fond (arsenic : max 30 mg/kg MS, cuivre : max 68,8 mg/kg MS, mercure : max 2,37 mg/kg MS, plomb : max 189 mg/kg MS, zinc : max 136 mg/kg MS)</p> <p>> dans les gaz du sol : présence de TCE (max 0,1 mg/m³) et de benzène (max 4,4 µg/m³), traces de 1,1,1-trichloroéthane, 1,1-dichloroéthane et de chloroforme.</p> <p>> air ambiant :</p>

- présence d'hydrocarbures, toluène, éthylbenzène, xylènes sans dépassement des valeurs de référence (seuils R1 "établissements sensibles"),
- présence de benzène lors d'une campagne de juin 2022, qui n'avait pas été détecté lors d'une précédente campagne de mesures de septembre 2021. De plus, lors de cette campagne de 2022, du benzène a été détecté dans le blanc de transport et l'échantillon témoin.

> eaux souterraines : traces de COHV

> eau potable : présence de PCE à des concentrations inférieures au seuil de potabilité

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réhabilitation du site - compatibilité à l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-3

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Une partie du bâtiment a subi un incendie en 2013 (avant la réhabilitation du bâtiment) et il n'en reste que les façades en sheds, les dalles béton et les piliers de soutènement. Lors de la réhabilitation, cette partie du bâtiment a été conservée ouverte, pour y aménager la partie extérieure de la salle d'escalade.

Compte tenu du fait que l'ensemble des parcelles est recouvert d'une dalle (maintien des bâtiments existants), le schéma conceptuel retient uniquement la voie de transfert par volatilisation des composés volatils.

Des évaluations quantitatives des risques sanitaires ont été réalisées par le bureau d'études pour quantifié le niveau de risque au regard des composés volatils détectés dans les gaz du sol et l'air ambiant. Les calculs de risques montrent que ceux-ci sont acceptables.

Les rapports du bureau d'études concluent donc à la compatibilité des parcelles n° 14 et 18 section HK avec un usage tertiaire.

Le bureau d'études recommande la conservation d'une couverture (dalle béton, enrobé, terre saine sur au moins 30 cm).

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un recouvrement (dalle béton) sur l'ensemble des parcelles. D'après les informations données par l'aménageur, l'ancienne dalle béton a été maintenue en l'état au niveau de la zone extérieure de la salle d'escalade. Dans les parties intérieures, l'ancienne dalle a été recouverte par une nouvelle dalle, une couche d'isolant et une couche de glissement en sable.

Type de suites proposées : Sans suite